

Allardice, Corbin et Trapnell, Edward R., *The Atomic Energy Commission*, New York, Praeger, 1974, 236 p.

C. Lloyd Brown-John

Volume 7, Number 1, 1976

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700644ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700644ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Brown-John, C. L. (1976). Review of [Allardice, Corbin et Trapnell, Edward R., *The Atomic Energy Commission*, New York, Praeger, 1974, 236 p.] *Études internationales*, 7(1), 119–120. <https://doi.org/10.7202/700644ar>

démarche même de l'auteur. Un exemple particulièrement frappant : face aux partis politiques, Alexander minimise l'importance des nouveaux régimes militaires apparus durant les années soixante et doute qu'ils représentent « la vague de l'avenir » en Amérique latine (préface, xxiii). Or l'expérience historique récente *depuis la fin des années soixante* confirme que ces régimes continuent de constituer le dernier rempart institutionnel à la crise structurelle qui traverse la plupart des sociétés latino-américaines.

Si l'on veut bien se borner à utiliser ce compendium comme un instrument de travail limité (repérage de nomenclature, de grandes lignes chronologiques, etc.), on peut obtenir une assez grande satisfaction. Mais qu'on n'y aille pas chercher une monographie de la structure et du fonctionnement des partis (l'auteur ayant préféré mettre l'accent sur l'idéologie et les programmes), et encore moins y trouvera-t-on cette articulation des forces sociales et économiques que l'auteur espérait pourtant fournir pour faire mieux saisir l'activité des partis. En fait, Alexander ne pouvait y parvenir ni théoriquement ni méthodologiquement.

Cary HECTOR

*Département de science politique,
Université du Québec à Montréal*

ALLARDICE, Corbin et TRAPNELL, Edward R., *The Atomic Energy Commission*, New York, Praeger, 1974, 236p.

Ce livre est le 42^e d'une longue série connue sous le nom de « *Praeger Library* des organismes et départements du gouvernement des États-Unis » ; même si je n'ai certes pas consulté toute la collection, j'en ai lu quelques ouvrages et je crois que celui-ci, consacré à une foule de sujets, est l'un des meilleurs.

Il fait tout d'abord l'historique d'une agence gouvernementale américaine fascinante et souvent controversée. En second lieu, ce livre est de nature à intéresser les administrateurs du secteur public, non seulement parce qu'il décrit la croissance d'un organisme mais également parce qu'il étudie le travail d'un organisme de réglementation assez intéressant. Ce dernier aspect est d'un intérêt tout à fait spécial pour les Canadiens à cause du nouvel engouement pour tout ce qui se rapporte aux organismes de réglementation et à l'élaboration d'une politique générale au Canada. En troisième lieu, c'est un livre qui traite de politique dans les domaines suivants : exploitation des ressources énergétiques, environnement, diffusion des techniques nucléaires, relations entre les gouvernements et grandes entreprises (l'entente Dixon-Yates de 1954, par exemple) et du cas insolite du docteur J. Robert Oppenheimer. Quatrièmement, ce livre constitue un excellent guide pour le profane qu'il initie à l'importance du facteur nucléaire dans les relations internationales, y compris en temps de guerre, à l'exportation de la technologie et à la mauvaise utilisation possible des réacteurs générateurs, surtout pour la fabrication d'armes nucléaires dans le monde. Enfin, la rédaction de ce livre a été des plus agréables pour ses deux auteurs qui ont pris part très activement à beaucoup des travaux dont il est question. En passant, grâce à un renvoi, il nous est possible de connaître l'histoire incroyable, citée par Edward R. Trapnell, des conditions dans lesquelles il a, en collaboration avec son ami intime, Corbin Allardice, victime d'une encéphalite virale en 1961, rédigé ce livre. Il faut reconnaître la grande valeur de ces deux hommes qui ont fait de ce livre très court un ouvrage si complet.

Les premières pages ramènent le lecteur en août 1939 à la lettre que Einstein, Wigner et Szilard écrivirent au président Roosevelt pour le mettre en garde contre les recherches des nazis sur une arme au pouvoir destructif incroyable. Un autre chapitre relate la mise au point de la bombe atomique aux États-Unis et le reste du livre décrit la nouvelle

orientation de la technologie nucléaire à des fins assez pacifiques sous le contrôle de l'*Atomic Energy Commission* (AEC) ; c'est la période de la « bureaucratie atomique » (*bureaucratic atom*). Le chapitre sur la puissance nucléaire est convaincant, mais on aurait dû laisser Ralph Nader s'y exprimer, ne fût-ce que dans une remarque en bas de page.

Deux chapitres consacrés aux pouvoirs publics, « Renseignements publics et secrets et sécurité » (*Public and Secret Information and Security*) et aux rapports qui existent entre l'AEC et le Congrès américain sont importants puisqu'ils proposent des solutions au problème omniprésent du contrôle des organismes de surveillance : « Qui surveille le chien de garde » ? Enfin, les auteurs traitent de la dimension internationale des techniques nucléaires. Dans un chapitre intitulé « Pax Atomica », les auteurs relatent les efforts de l'AEC pour exporter la technologie à des fins pacifiques tout en maintenant un certain contrôle sur les exportations militaires. Bien sûr, on pourrait rétorquer (ce que les auteurs n'ont pas fait) que les entretiens *SALT* américano-soviétiques ont confirmé l'échec de l'AEC qui cherchait à réglementer l'exportation de la technologie militaire. Il est donc nécessaire que les superpuissances parviennent à une entente pour restreindre la prolifération des armes nucléaires. Nous avons compris bien trop tard, de conclure les auteurs, que « nous sommes toujours aux prises avec un problème de survie ».

C. Lloyd BROWN-JOHN

*Département de science politique,
Université de Windsor, Ontario*

AMIN, Samir, *Neo-Colonialism in West Africa*, New York Monthly Review Press, 1973, 298p.

Dans un ouvrage maintenant disponible en anglais, l'économiste Samir Amin reprend

la même conclusion que d'autres auteurs avaient formulée à propos de l'Afrique noire. L'agronome R. Dumond déclarait que celle-ci était « mal partie » ; Amin s'attache, pour sa part, à démontrer les mécanismes de ce qu'il appelle *Neo-colonialism in West Africa*. Son étude est solidement documentée et contient de nombreuses données statistiques dont l'analyse l'amène à prononcer un diagnostic sévère. Mais le présent livre est intéressant à un autre chef. Embrassant dix États de l'Afrique de l'Ouest, il esquisse, si l'on exclut le Ghana (et encore ce dernier peut-il servir de point de comparaison), une estimation de ce qui fut l'Afrique occidentale française.

Dans une première partie, il étudie l'évolution de l'économie de tous ces territoires depuis la conquête. Par delà les spécificités locales, il étudie un type de colonialisme et des rythmes de développement.

La pratique française en matière coloniale était essentiellement une affaire d'État. La gestion des colonies s'y effectuait sur la base de préoccupations administratives et militaires. Les autorités françaises visaient à établir une infrastructure bureaucratique et un encadrement militaire mettant à la disposition de l'armée les recrues dont celle-ci pourrait avoir besoin. Tout le développement des territoires conquis restait tributaire de ce système.

La mise en valeur des territoires sous autorité française est tardive ou limitée. En un seul pays, le Sénégal, fut amorcée, dès la fin du XIX^e siècle, une politique d'exploitation des possibilités agricoles, ce fut l'essor de la culture de l'arachide. Partout ailleurs, des expériences du genre ne furent pas tentées, et c'est seulement une soixantaine d'années après le succès des plantations de cacao au Ghana, que les Français essayèrent une expérience semblable en Côte-d'Ivoire. Inertie, défaut d'initiative... peu importent les termes utilisés, un fait compte d'abord : c'est le non-développement de territoires immenses. L'auteur souligne particulièrement le cas du Mali qui lui est plus familier (il y fut conseiller économique du gouvernement,